

*Le budget—M<sup>me</sup> Collins*

Passons maintenant à la maîtrise du déficit. Mes électeurs de Capilano me posent beaucoup de questions à ce sujet. Au cours des deux dernières semaines, j'ai parlé du budget avec certains groupes. On me demande constamment: «Qu'est-ce que votre gouvernement a fait pour réduire le déficit?» Les gens sont très préoccupés par cette question. Ils savent que s'ils dépendent chaque année 4 000 \$ ou 5 000 \$ de plus qu'ils n'en gagnent, ils auront bientôt des ennuis avec leur banquier. Lorsqu'ils voient le déficit grimper ou sembler échapper au contrôle du gouvernement, comme c'était le cas avant 1984, cela les préoccupe beaucoup.

Nous savons qu'en 1984 le déficit fédéral, la dette nationale, grimpait de façon alarmante. Cette année-là, le déficit atteignait 38 milliards de dollars, contre 14,9 milliards trois ans auparavant. Au cours de ces trois dernières années de gouvernement libéral, la dette était passée de moins de 15 milliards à 38 milliards. En fait, elle avait augmenté en moyenne de 26 p. 100 par an.

Le chef de l'opposition ne nous a pas donné la moindre idée des mesures qu'il aurait instaurées pour réduire le déficit. Si le gaspillage s'était poursuivi, la dette publique se serait accrue de 100 milliards de dollars de plus que maintenant. Cela aurait signifié 16 000 \$ de plus pour les familles de quatre personnes. Un revirement s'imposait. Il fallait réagir quand nous avons pris le pouvoir. Chacun sait, bien sûr, que nous n'avons pas eu la tâche facile. Nous avons réussi aussi bien jusqu'ici parce que nous nous sommes alors dressé un plan que nous avons respecté.

Le déficit, qui dépassait 38 milliards de dollars à notre arrivée au pouvoir, sera réduit à 28,9 milliards au cours du prochain exercice. Ce sera la première fois, depuis 1945, que le déficit baisse pendant quatre années consécutives. Selon les prévisions du ministre des Finances contenues dans les documents budgétaires, ce déclin va se poursuivre au cours des quatre ou cinq prochaines années.

En chiffres absolus, le déficit a été réduit du quart. Cependant, par rapport au PNB, le produit national brut du Canada, il a baissé de moitié en près de quatre ans. D'ici 1992-1993, soit dans quelques années, le déficit ne sera plus, grâce à notre plan d'action, que de 19,5 milliards de dollars. Il aura diminué de moitié, en chiffres absolus, et des deux tiers par rapport au PNB. Le ministre a évoqué la perspective selon laquelle, si la tendance se maintient, il n'existerait plus de déficit annuel vers la fin des années 90. Voilà qui saurait certainement nous réjouir, moi et mes collègues de ce côté-ci de la Chambre.

Nous avons agi sans nuire à notre croissance économique. Ainsi que je l'ai signalé, la croissance économique a dépassé 3 p. 100 en 1987, elle devrait se situer aux environs de 2,7 p. 100 en 1988-1989, pour remonter à 3 p. 100 l'année suivante. Tout marche donc comme sur des roulettes. Ce qui favorisera la création d'emplois et la reprise de l'activité économique pendant chacune des deux prochaines années. Le comité des finances dont j'ai fait partie a entendu des témoins qui étaient des économistes et certains de ces témoins ont assurément confirmé ces prévisions.

Les dépenses du gouvernement sont passées de 25,7 p. 100 du PIB quand nous sommes arrivés au pouvoir, à 22,5 p. 100 pour l'année financière 1988-1989. Elles baisseront encore davantage en 1992-1993, c'est-à-dire jusqu'à 19,4 p. 100. Cela

signifie que, en proportion du PIB, les dépenses du gouvernement diminueront de plus du quart. Nous savons tous qu'on ne dispose pas toujours d'une grande marge de manoeuvre. Nous savons que nous devons respecter certains engagements à l'égard des paiements de transfert aux provinces et aux particuliers. La marge de manoeuvre est très petite. Nous avons dû réexaminer très sérieusement les programmes de dépenses normaux du gouvernement, y apporter certains changements et imposer certaines réductions, comme nous l'ont demandé les Canadiens. Et comme l'a annoncé le ministre des Finances dans son budget, les dépenses non statutaires du gouvernement diminueront d'environ 300 millions de dollars lors de l'année à venir.

Cet excellent bilan sur trois ans et demi prouve bien que nous nous sommes assurés de contrôler les dépenses et le déficit. Nous sommes assurés dans une position tout à fait favorable pour relever les défis des années 1990.

Je voudrais en profiter pour parler de la situation en Colombie-Britannique, ma province d'origine, et de certaines des conséquences du budget et de nos propositions économiques pour cette province. Depuis quelques semaines, j'entends les députés d'en face affirmer que le budget est intéressant, certes, mais que la croissance économique et la prospérité sont restreintes au sud de l'Ontario et au grand Toronto. Si l'on prêtait foi à ces propos, on croirait que la Colombie-Britannique est en très mauvaise posture. Or je suis ravie de rassurer mes collègues. L'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières a déclaré dans son dernier rapport que l'on avait énormément exagéré notre déconfiture. En fait, elle donne dans son rapport des statistiques des plus réjouissantes. Cette association prévoit que le taux de croissance de la Colombie-Britannique sera supérieur à 3 p. 100 pendant l'année à venir, ce qui dépasserait la moyenne nationale. En fait, si l'on fait la rétrospective de l'année écoulée, on constate des changements de très bonne augure.

• (1650)

Le nombre des travailleurs augmentera de 2,5 p. 100. Nous savons déjà que le chômage a baissé en Colombie-Britannique, passant de 15,1 p. 100 en moyenne, à l'échelle de la province, à 10,1 p. 100, soit une baisse de cinq points. Il a diminué encore plus dans le district du Grand Vancouver où il est passé maintenant à 9,3 p. 100.

Nous constatons aussi que la prospection minière est à la hausse. L'Association des courtiers en valeurs mobilières prévoit des investissements records de 125 millions de dollars dans ce domaine en 1987.

À 21 p. 100, soit une augmentation de 6,2 milliards de dollars sur ce chapitre, le rythme de croissance des investissements, dont je viens de parler, est supérieur à la moyenne nationale de l'année dernière. Je disais que cette croissance se compare avantageusement à l'augmentation moyenne des investissements à l'échelle nationale qui est de 8 p. 100. Les gens se rendent vraiment compte des occasions et des avantages qu'offre l'économie de la Colombie-Britannique, et ils investissent avec la bénédiction et le soutien du gouvernement.

L'Association des courtiers en valeurs mobilières a rappelé également que les perspectives d'une industrie houillère, plutôt en recul en Colombie-Britannique, s'amélioreraient devant la hausse prévue de la production d'acier dans le monde.